



Cours de Licence 2 - ICL 2A 01 c :
Notions de base en sciences de l'information et de la communication adaptées au
contexte interculturel

Dossier de lecture

Se basant sur l'extrait vidéo

« La Globalisation »
de M. Wiewiorka (Paris, EHESS, 2008)

Auteurs :

**Célia SANCHEZ
Piratheepan SIVALINGARAJAH**

Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO)

Paris, le 29.10.2008



Dans le cadre du cours de communication interculturelle, nous avons visionné et analysé un extrait de vidéo de Michel Wieviorka, sociologue, filmé lors d'un séminaire à l'EHESS sur la « Communication interculturelle, sémiotique des cultures et nouveaux médias ». L'extrait de vidéo traite de la globalisation.



2/ Analyse des sujets développés dans l'extrait vidéo

2.1/ Qu'est-ce que c'est la globalisation ?

M.Wieviorka explique qu'il y a deux façons de voir la globalisation, dans un sens c'est une catégorie descriptive, de l'autre une catégorie analytique. Pour lui, c'est l'idée qu'il faut prendre les problèmes dans leur dimension, c'est une manière de penser le monde. Elle peut provoquer la crainte, il cite le cas de la France ou alors les pays qui sont pour comme l'Angleterre.

Ce principe de globalisation est à notre sens plutôt une occidentalisation, à savoir que les pays d'occident veulent que les autres pays les prennent pour exemple notamment en matière de politique ou d'économie pour se développer. Par exemple, la Chine a dû passer au capitalisme pour pouvoir faire du commerce à une échelle internationale.

2.2/ L'exemple de la pizza – qu'est-ce qu'il démontre ?

M.Wieviorka présente la pizza comme le produit qui représente le plus la démocratisation. En effet, elle est créée en Italie puis exportée aux Etats-Unis pour finalement être consommé dans le monde entier.

Un autre exemple concret de cette globalisation, c'est par exemple, le tabac, l'alcool ou Coca-cola.



2.3/ Quels rapports entre capitalisme et globalisation ?

M.Wieviorka prend appui sur **le choc des civilisations** de Samuel Huntington en disant que bien que l'économie soit importante dans la globalisation, elle ne fait pas tout. Il faut certes l'étudier mais en aucun cas tout ramener à celle-ci.

L'exemple qui montre le plus le lien entre le capitalisme et la globalisation est probablement la crise financière qui touche en ce moment les pays capitalistes. Elle a débuté aux Etats-Unis avant de se répercuter sur d'autres pays dans un effet domino.

2.4/ Quels rapports entre l'identité culturelle et la globalisation ?

M.Wieviorka parle des craintes causées par la globalisation, car pour certains, elle l'a perçue comme si elle homogénéisait le monde, comme si elle uniformisait les cultures. Bien que certains la défendent en disant que c'est peut-être le moyen d'inventer une forme nouvelle de culture.

Pour exprimer cette perte d'identité culturelle on peut prendre en exemple la pratique du yoga. A la base, il s'agit d'une pratique religieuse de méditation, qui a fini par s'étendre sur les différents continents. Son caractère religieux s'est perdu pendant cette expansion, il est devenu ce qu'on pourrait appeler un sport de relaxation, ou encore utilisé dans la diététique ce qui n'était pas le but premier.



2.5/ Quels rapports entre la sécurité (territoriale), les guerres et la globalisation ?

M.Wieviorka parle de résistances face à la globalisation, qui mène à une fragmentation et à un extrémisme pour certains. Il prend l'exemple du 11 septembre qui a eu un impact d'un niveau international, en entrant en guerre contre le terrorisme (Irak et Afghanistan).

On peut aussi donner comme exemple les attentats revendiqués par Al-Qaida dans différents pays du monde. Une autre référence serait, l'ONU. Ce sont différents pays réunis en un corps militaire pour maintenir la paix dans d'autres pays comme par exemple l'Afghanistan.



3/ Discussion d'un ensemble de termes utilisés dans l'extrait vidéo

3.1/ « Communauté imaginée » (ou « imaginaire »)

M.Wieviorka explique qu'il s'agit d'une dimension mise en place entre le réel et le virtuel, par exemple, culture, cinéma, télévision.

Benedict Anderson a écrit un livre sur le sujet des « communautés imaginées ». Il les compare à l'Etat-nation. Pour lui, l'Etat-nation est virtuel.

3.2/Etat-nation

M.Wieviorka explique que dans les années 80-90 une idée est apparue comme quoi la globalisation représentait le déclin des Etats-nation. La France fait parti des pays les plus récalcitrants face à la mondialisation car il s'agit d'une souveraineté nationale, cela devait représenter une source de difficulté pour faire fonctionner les institutions mais ce qui c'est après montre que ce n'est pas le cas. La globalisation ne représente pas le déclin de l'Etat nation mais demande un réajustement. Il n'y a pas moins d'institution mais au contraire elles sont en nombre croissant.

C'est une idée qui ressort souvent dans les journaux comme par exemple dans l'*Humanité*. Pour beaucoup, l'Etat-nation est la base de la démocratie, le déclin de l'Etat-nation signifierait donc le déclin de la démocratie elle-même. Comme exemple d'état nation, nous pouvons citer la France et l'Espagne.



3.3/ Communautarisme

M. Wiewiorka explique que pour certains la globalisation peut-être l'une des causes du communautarisme.

Communautarisme est un terme créé aux USA dans les années 1980 pour désigner une philosophie dite « communautarienne » qui affirme que « l'individu n'existe pas indépendamment de ses appartenances, soient-elles culturelles, ethniques, religieuses ou sociales. »

Par exemple, Paris connaît cet effet de communautarisme, les chinois se sont regroupés dans le 13^{ème} arrondissement, les indiens dans le 10^{ème} arrondissement.

3.4/ Transnationalisme

La transnationalisation vient du phénomène d'immigration, diaspora, transit et circulation. Les gens quittent un endroit pour aller dans un autre, ils quittent leur culture pour assimiler petit à petit celle de leur terre d'accueil. Malgré ça, subsistent quelques traits culturels, comme leurs habitudes alimentaires.



4/ Discussion d'un ensemble de Références citées dans l'extrait vidéo

4.1/ Emile Durkheim

Emile Durkheim, sociologue français (Epinal 1858 – Paris 1917), un des fondateurs de la sociologie. Agrégé de philosophie, docteur ès lettres, il commence par fixer les règles de sa méthode, qu'il se situe dans la continuité du positivisme. Appliqué au groupe social, cette méthode est comparable, selon lui, au diagnostic médical. Durkheim ramène les faits moraux aux faits sociaux, qu'il considère comme indépendants de la conscience individuelle. Cependant, s'il pose comme évident que l'extériorité et la contrainte sont les marques du fait social, il affirme que la conscience morale est le résultat de l'intériorisation par l'individu des contraintes sociales institutionnalisées. Il s'intéresse à l'évolution des types sociaux et considère que c'est la « solidarité » qui est le mécanisme de leur intégration. Il a écrit : *De la division du travail social* (1893), *les règles de la méthode sociologique* (1894), *le Suicide* (1897). (source encyclopédie Larousse).

4.2/ Samuel Huntington

Samuel Huntington, né le 18 avril 1927, est professeur de science politique à l'Université de Harvard, où il dirige le *John M. Olin Institute of Strategic Studies*. Il a été membre du Conseil de sécurité au sein de l'administration de Jimmy Carter. Il est le fondateur et l'un des directeurs de la revue "*Foreign Policy*". Il s'est rendu mondialement célèbre en 1993 en prédisant dans un article de la revue "*Foreign Affairs*" l'affrontement de la civilisation occidentale avec les autres civilisations. Il est l'auteur de nombreux livres dont les plus connus dans le monde francophone sont *le Choc des civilisations* et *Qui sommes-nous ? Identité nationale et Choc des cultures*.



4.3/ Banque mondiale

Banque Mondiale a été créée le 27 décembre 1945 afin d'aider l'Europe et le Japon dans leur reconstruction juste après la seconde guerre mondiale. Elle est une source essentielle d'appui financier et technique pour l'ensemble des pays en développement. Son but principal est de réduire la pauvreté dans le monde.

Son organisation se compose de deux organisations de développement distincts :

- **La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)**
- **L'Association internationale de développement (IDA)**, est sous contrôle de ses 185 pays membres.

La BIRD et l'IDA contribuent chacune d'une manière différente mais complémentaires à sa mission, qui est de réduire la pauvreté et d'améliorer le niveau de vie des populations à travers le monde. La BIRD s'occupe des pays à revenu intermédiaire et des pays pauvres solvables, alors que l'IDA se consacre aux pays les plus pauvres de la planète. Par leur intermédiaire, elle accorde aux pays en développement des prêts à faible intérêt, des crédits ne portant pas intérêt et des dons dans des domaines très divers : éducation, santé, infrastructure, communications et autres.

Le rôle principal de la BIRD et l'IDA est d'accorder des prêts et crédits à taux d'intérêt faible ou nul et des dons aux pays qui n'ont pas accès aux marchés internationaux du crédit ou qui n'y ont accès qu'à des conditions défavorables.



Deux types de prêts et crédits à taux faible ou quasi nul sont accordés par la BIRD et l'IDA :

- Des prêts/crédits d'investissement sont accordés aux pays pour financer des fournitures, travaux et services à l'appui de projets de développement économiques et social dans des secteurs divers.
- Des prêts/crédits à l'appui des politiques de développement, fournissent un financement extérieur à décaissement rapide pour aider les pays à réorienter l'action publique et à réaliser des réformes institutionnelles.

Chacun des projets proposés par les emprunteurs est évalué de manière à en établir la validité sur le plan économique, financier, social et environnemental. Lors des négociations pour le prêt, la Banque et l'emprunteur se mettent d'accord sur les objectifs de développement visés par le projet, ses résultats escomptés, ses indicateurs de performance et son plan d'exécution, ainsi que sur le calendrier de décaissement du prêt. S'il nous revient de superviser la mise en œuvre de chaque prêt et d'en évaluer les résultats, c'est l'emprunteur qui exécute le projet ou programme selon les dispositions convenues. Près de 30 % de nos employés étant basés dans une centaine de bureaux de représentation répartis à travers le monde, les trois quarts des prêts en cours sont gérés par des directeurs des opérations en poste en dehors de Washington où la Banque mondiale a son siège.

Les dons sont destinés à faciliter la mise en œuvre de projets de développement en encourageant l'innovation, la coopération entre organisations et la participation des entités concernées à l'échelon local. Financés directement ou gérés dans le cadre de partenariats, les dons de l'IDA ont servi ces dernières années à répondre à des besoins divers :

- Alléger le fardeau de la dette pour les pays pauvres très endettés



- Améliorer l'hygiène et l'approvisionnement en eau des populations
- Soutenir des programmes de vaccination et d'immunisation afin de réduire l'incidence de maladies transmissibles telles que le paludisme
- Lutter contre la pandémie du VIH/SIDA
- Soutenir les organisations de la société civile
- Lancer des initiatives destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

3.4/ FMI

Fonds monétaire international (FMI), organisme international créé par les accords de Bretton Woods en juillet 1944. Le FMI est chargé de veiller au bon fonctionnement du système monétaire international, en particulier de surveiller les politiques de change et l'octroi de crédits aux pays rencontrant des difficultés dans leur balance des paiements.

Organisation du FMI, siégeant à Washington, il regroupe la quasi-totalité des États. Sa structure comprend :

- Un conseil des gouverneurs, qui siège une fois par an ; organe consultatif, il donne des avis sur la gestion et l'évolution du système monétaire international ;
- Un conseil d'administration, qui est composé des représentants pérennants des 5 plus forts souscripteurs, l'Arabie saoudite et de 16 membres élus pour 2 ans ;
- Un comité de développement, comité ministériel conjoint de la Banque mondiale et du Fonds monétaire, qui a un rôle consultatif sur tous les aspects du transfert de ressources aux pays en développement ;
- Un directeur général et un secrétariat.



Les ressources sont constituées par des souscriptions des Etats, versées en or et en monnaie nationale, dont la quotité est révisée tous les 5 ans. Chaque Etat membre, en fonction de ses capacités économiques, verse en effet une quote-part qui sert à déterminer ses droits de vote et droits de tirage. En conséquence, la politique du FMI est déterminée par les pays les plus riches. Les quotes-parts constituent un fonds commun de ressources dans lequel le Fond peut puiser pour accorder des prêts aux pays membres en proie à des difficultés financières. Elle servent à déterminer le montant que le pays adhérent peut emprunter à l'institution ou recevoir d'elle lors des allocations périodiques d'avoirs spéciaux connus sous le nom de DTS (droits de tirage spéciaux). Plus la quote-part est élevée, plus ce pays emprunter en cas de besoin. A la différence des droits de tirage ordinaires les DTS, institués en 1969, sont alloués sans contrepartie et ne sont remboursable qu'à concurrence de 30%, le solde constituant un accroissement permanent des liquidités des pays. La valeur des DTS est définie aujourd'hui par un panier de monnaie : moyenne pondérée de la valeur des monnaies les plus importantes dans le commerce international. Les coefficients de pondération sont réévalués tous les 5 ans.

Le FMI en chiffres :

- Nombre de pays membres : 185 pays
- Services du FMI : 2635 employés environs, originaires de 143 pas
- Total des quotes-parts : 338 milliards de dollars US au 30 sept 2007
- Encours des prêts : 17 milliards de dollars US à 68 pays, dont 6 milliards de dollars à des conditions concessionnelles à 57 pays, au 30 sept 2006.
- Assistance technique : 4384 personnes en 2007
- Consultations achevées au titre de la surveillance : 134 pays au cours de l'exercice 2007, avec la publication volontaire des rapports des services du FMI pour 125 pays.